



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

DANS CE NUMERO

OUA : 15^{ème} ANNEE DE PALA -
BRES DE DICTATEURS

SENEGAL : DERRIERE LE COMMU -
NISME DU P A I CLAN -
DESTIN, LE NATIONALIS -
ME BOURGEOIS

AMICALE DES TRAVAILLEURS MA -
LLIENS : UN EMBRIGADE -
MENT DE PLUS

N° 63 - 16 Juillet 1978

PRIX : 1 F

OULD DADDAH RENVERSE

LA DICTATURE CONTINUE



SOMMAIRE

editorial

Page 3 :

- OUA : 15^{ème} ANNEE DE PALABRES DE DICTATEURS

Page 5 :

- SENEGAL : DERRIERE LE COMMUNISME DU PAI-CLAN DESTIN, LE NATIONALISME BOURGEOIS

Page 7 :

- AMICALE DES TRAVAILLEURS MALIENS : UN EMBRIGADEMENT DE PLUS

Page 8 :

- SONACOTRA : LA LUTTE CONTINUE
- LA SONACOTRA MENT

Page 9 :

- CHINE-VIETNAM : CONFLIT ENTRE DEUX ETATS NATIONALISTES
- ENCORE UN CRIME RACISTE

OULD DADDAH RENVERSE, LA DICTATURE CONTINUE

Moktar Ould Daddah a été renversé par sa propre armée. Désormais c'est le colonel Moustapha Ould Mohamed Salek qui devient le chef du gouvernement de la Mauritanie.

Une dictature remplace l'autre mais les conditions du peuple mauritanien resteront les mêmes.

Depuis le déclenchement de la guerre du Sahara, chaque travailleur doit donner un jour de salaire par mois au gouvernement sans compter les versements à la collecte obligatoire par chaque village. Même ici, à l'émigration, le consul venait dans les foyers de travailleurs pour collecter de l'argent, soi-disant pour aider les familles des victimes de la guerre.

Tout cela montre que le régime dictatorial de Nouakchott était en faillite. 60 % du budget était absorbé par la guerre. La principale richesse, le fer des mines de Zouerate, dont la vente représente 90 % des exportations et 30 % des recettes publiques, ne peut plus être exploité et acheminé normalement vers le port de Nouadibou. Car le Front Polisario surveille de près le chemin de fer allant au port de Nouadibou.

Il était prévisible que si le Polisario arrivait à entraver sérieusement l'exportation du fer de Zouerate, tôt ou tard le régime de Nouakchott allait tomber. Effectivement c'est ce qui est arrivé avec le coup d'Etat.

Maintenant que le Comité Militaire a pris le pouvoir est-ce que tous les problèmes seront résolus ? Sûrement pas. C'est tout simplement un dictateur galonné qui a remplacé un autre dictateur non galonné.

Même si Salek met fin à cette guerre criminelle contre le peuple sahraoui, chose qui n'est pas du tout sûre, le peuple mauritanien souffrira longtemps, physiquement et matériellement de cette sale guerre.

Pour en finir avec cette guerre, les travailleurs et les paysans pauvres mauritaniens ne doivent compter ni sur les galonnés de Nouakchott ni sur les nationalistes qui se disent progressistes. Car dans cette guerre toutes les organisations nationalistes existant en Mauritanie ont montré leur vrai visage, en particulier le PKM (Parti Progressiste Mauritanien) ou encore le KADAHINE (Parti pour la Justice Mauritanienne) ainsi que l'UGESM (Union Générale des Etudiants et Stagiaires Mauritaniens);

Toutes ces organisations ont abandonné leur opposition au régime après la nationalisation de la MIFERMA et la création de la monnaie nationale, annoncées à grand fracas au congrès du PPM (parti de Ould Daddah) en 1975. Et au commencement de la guerre, elles étaient toutes ralliées derrière Ould Daddah.

La population mauritanienne n'a pas à pleurer sur le sort du sinistre Ould Daddah - Ceux qui ont fait la grève en mai 1968 à Zouerate, et qui ont été sauvagement réprimés, savent ce qu'était ce régime - pas plus qu'elle n'a à se réjouir de son remplacement par Ould Salek, même si celui-ci entame des négociations avec le Polisario, ce qui est loin d'être sûr.

.../...

ABONNEMENTS

- FRANCE : un an
ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F
- AUTRES PAYS
écrire au journal

Adresser toute correspondance
à Combat ouvrier
BP 80 93 300
Aubervilliers France
en spécifiant :
"pour le PAT"

* * * *

La solution à la guerre dépend plus de l'impérialisme français et de Hassan II que de Ould Salek. La marge de manœuvre de ce dernier est très limitée entre la lassitude de la population mauritanienne face à la guerre et l'alliance avec le puissant voisin qu'est le Maroc.

De toute façon la dictature continuera, même si l'impérialisme français trouve un compromis dans cette région.

OUA 15^{ème} année de palabres de dictateurs

Les ministres des affaires étrangères et les délégations des Etats africains membres de l'OUA se sont réunis au début du mois de juillet pour préparer la réunion au sommet des chefs d'Etat le 18 juillet à Khartoum.

Comme tous les ans un nouveau président de l'OUA sera nommé : Bongo va laisser sa chaise au Général Nimeiri, chef d'Etat du Soudan. Il y aura aussi l'élection d'un nouveau secrétaire général qui se fait tous les 4 ans.

Cette année marquera également le quinzième anniversaire de l'OUA. La grande presse africaine fait l'étalage, depuis plusieurs jours, de cet événement qui sera une occasion pour les chefs d'Etat africains de faire une opération de prestige.

Mise sur pied en mai 1963, la charte de l'OUA a été signée par 30 chefs d'Etat africains, dont Nasser, N'Krumah, Sékou Touré, Haïlé Sellassié entr'autres qui en étaient les fondateurs. Se réclamant du Panafricanisme, les chefs d'Etat comme N'Krumah se présentaient comme des unificateurs du continent africain afin d'avoir, selon eux, "un continent, un peuple et un gouvernement unique". C'était des phrases !

Une année après la création de l'OUA furent créés différents "comités" et "commissions". C'est ainsi qu'en 1964 apparut le "comité de libération" chargé d'aider les mouvements de libération nationale. La charte parlait d'un "dévouement sans réserve" aux luttes d'indépendance contre le colonialisme. D'autres commissions furent aussi créées, telles que les commissions de lutte contre la famine, la sécheresse, des commissions d'hygiène, de nutrition, d'éducation, de la culture etc ...

Depuis 15 ans les régimes africains ont largement démontré que les objectifs fixés par la charte ne sont que des discours. Rien n'a été réalisé. La famine, la sécheresse, les maladies ne font que s'aggraver.

Si quelques mouvements de libération nationale comme la SWAPO (Namibie), l'ANC (Afrique du Sud) et le Front Patriotique (Rhodésie) reçoivent des aides -d'ailleurs symboliques-, selon les responsables du Comité de Libération de l'OUA eux-mêmes- c'est parce que cela ne gêne pas outre mesure les impérialistes qui cherchent eux-aussi à négocier avec ces mouvements.

D'autres mouvements de libération nationale, comme le FROLINAT ou le Front POLISARIO par contre ne sont même pas reconnus. N'est-ce pas Bongo, la président de l'OUA lui-même,

.../...

qui a interdit, l'année dernière, qu'un sommet se tienne à Libreville à propos du problème du Sahara occidental.

C'est que l'OUA elle-même n'est qu'une organisation regroupant tous les dictateurs pour palabrer. L'"unité du continent" pour eux, c'est la protection de chacune de ces dictatures contre les peuples, et la protection des frontières étriquées tracées par la colonisation.

Si les problèmes du Sahara Occidental, de l'Ogaden et de l'Erythrée sont considérés comme des sujets tabous, c'est en vertu de "l'intégrité territoriale" héritée du colonialisme.

Ces dictateurs tiennent trop aux privilèges que leur procurent leurs places dans les appareils d'Etat pour qu'ils fassent tout afin d'empêcher quelque changement que ce soit en Afrique.

L'OUA, dévouée aux intérêts de l'impérialisme, ne veut nullement remettre en cause la politique de ce dernier en Afrique. Il n'y a qu'à voir avec quelle ferveur les dictateurs africains ont approuvé l'intervention française au Zaïre et au Tchad. Leur prétendu dévouement aux luttes nationalistes consiste à applaudir les massacres faits par l'armée de Giscard.

Les quelques pays dits "progressistes" (Lybie, Tanzanie, Mozambique, Angola, Seychelles etc ...) qui ont osé parler du problème de l'Ile de La Réunion et des Comores, se sont aplatis dès que l'impérialisme français, par la bouche de Michel Debré, a élevé le ton.

Chacun des régimes dictatoriaux d'Afrique veut se renforcer pour mieux encadrer et opprimer la population.

Alors l'unité pour eux c'est l'unité entre les dictatures pour étouffer toute révolte des exploités.

Les travailleurs doivent lutter pour abolir les frontières qui les séparent. Ils doivent lutter pour l'union de tous les exploités d'Afrique et du monde entier contre les exploités.

L'Afrique unifiée, sans frontière, sera socialiste : c'est-à-dire une Afrique dirigée par les exploités. Et cette Afrique-là ne pourra voir le jour que si les travailleurs mettent fin à toutes ces dictatures et à l'exploitation capitaliste.

* * * * *
* * * * *
* *

SENEGAL derrière le communisme du PAI clandestin, le nationalisme bourgeois

Le journal MOMSAREV du Parti Africain de l'Indépendance (parti clandestin) a maintenant le droit de paraître légalement après 17 ans de clandestinité. Mais le Parti lui-même, interdit, n'a pas eu le droit de se présenter aux élections de février 1978. Cela donne une idée de ce qu'est la "démocratie" de Senghor.

Le PAI—Sénégal est un des rares partis en Afrique à se réclamer ouvertement du communisme et à parler au nom de la classe ouvrière.

Dans le Momsarev n° 1 de février 1978, le parti s'affirme comme "le seul parti qui défend inflexiblement depuis plus de 20 ans, les travailleurs et l'indépendance du Sénégal, une des forces motrices d'un véritable changement, qui s'attaque à la racine du système néocolonial".

Mais derrière cette phraséologie socialisante, ressortent les vrais objectifs du PAI : des objectifs nationalistes.

Toujours dans le même numéro du Momsarev, le PAI s'affirme être "une alternative progressiste qui rende le Sénégal aux sénégalais", ou encore "un parti patriotique et démocratique" pour "libérer l'Etat de la main-mise des monopoles impérialistes, condition nécessaire à la reconquête d'une souveraineté nationale effective et l'instauration d'une économie nationale indépendante".

Mais là s'arrêtent les objectifs du PAI. Selon Maguette Thiam, un des dirigeants de ce parti, "il s'agit de se battre aujourd'hui, non pas pour instaurer le socialisme (dont les conditions historiques de réalisation n'existent pas encore dans notre pays) mais plutôt pour libérer notre peuple de la domination néocoloniale et instaurer un Etat qui restitue au peuple ses droits historiques. La révolution nationale, démocratique et populaire, à l'étape actuelle du mouvement de libération nationale, jette les bases économiques politiques et sociales qui doivent permettre d'ouvrir la voie vers le socialisme".

Après avoir insisté sur la "libération nationale" et la faiblesse du prolétariat, le PAI en arrive à la conclusion qu'il faut une "alliance de toutes les classes" (les travailleurs, les paysans, une partie de la bourgeoisie, et la petite bourgeoisie). Et un des griefs que le PAI fait aux trotskistes, c'est de saboter la possibilité d'alliance entre les travailleurs et la bourgeoisie nationaliste .

Ce parti est tellement soucieux de cette alliance -c'est-à-dire hostile à l'idée d'organisation autonome des travailleurs- qu'il ne dit rien qui puisse choquer les bourgeois nationaux. Il est significatif qu'à aucun moment de son article programme intitulé "notre ligne", Maguette Thiam ne parle d' "exploitation capitaliste", et qu'il se contente de parler de "système néocolonial".

Le PAI est une organisation nationaliste, bourgeoise, et cela malgré son étiquette. Car il ne faut pas juger sur les étiquettes mais sur le contenu de la ligne politique. C'est pour cela qu'il donne en exemple aux travailleurs, ce qui s'est passé en Algérie, en Guinée et en Angola.

Dans ces pays, les travailleurs et les petits paysans se sont alliés aux autres

.../...

couches sociales. Mais une fois l'indépendance acquise, ils sont restés tout aussi exploités et baillonnés. C'est cette "étape" que le PAI propose aux exploités sénégalais.

Les dirigeants du PAI posent le problème en terme d'indépendance nationale car ils cherchent seulement à remplacer Senghor à la tête de l'Etat.

Si les travailleurs et les paysans pauvres sont exploités aujourd'hui au Sénégal, ce n'est pas seulement parce qu'il n'y a pas d'indépendance nationale, c'est surtout parce que l'Etat est aux mains des exploités. L'Etat de Senghor sert les capitalistes internationaux et le PAI voudrait un Etat qui serve les exploités locaux. Mais cela ne changerait en rien le sort des travailleurs, qui resteront tout aussi exploités avec les dirigeants du PAI qu'avec Senghor.

Le prolétariat doit rejeter l'alliance de classe que proposent les nationalistes, alliance qui a déjà montré dans d'autres circonstances, comme en Algérie, que cela ne fait que redonner une autre peau à la dictature sur les exploités.

les travailleurs et les petits paysans doivent s'organiser indépendamment des autres classes, qui ont des intérêts opposés aux leurs. Contre la domination impérialiste, ils peuvent lutter conjointement avec les autres couches sociales, mais sans jamais se fondre en elles. Et au cours de la lutte, ils doivent former leurs propres organes de pouvoir.

Ils représentent une grande force -sinon le PAI ou les autres organisations nationalistes ne les solliciteraient pas autant- et s'ils ont la force de lutter, ils ont aussi la force de se gouverner.

Le nationalisme (ou le patriotisme) c'est de penser que tous les sénégalais ont les mêmes intérêts, et qu'il y a les sénégalais d'un côté et les non sénégalais de l'autre. Cela n'a rien à voir avec les intérêts du prolétariat.

Le nationalisme c'est aussi de penser qu'il est possible de faire le socialisme à l'intérieur d'un seul pays. Le socialisme ne peut être qu'international. Il ne peut être réalisé qu'en mettant à la disposition de l'humanité entière les richesses que les capitalistes ont accumulées.

L'objectif des prolétaires sénégalais ne doit pas être de construire le socialisme à l'intérieur du Sénégal (car cela est impossible), mais de prendre le pouvoir en détruisant celui qui est en place, afin de montrer la voie aux travailleurs du monde entier en particulier à ceux des pays où sont accumulées les richesses matérielles et techniques, les pays impérialistes. C'est d'ailleurs la seule manière conséquente d'être anti-impérialiste.

Pour arriver à cette conscience, les travailleurs devront rompre avec les organisations nationalistes comme le PAI, et construire de véritables organisations prolétariennes, qui porteront le drapeau du socialisme en l'enlevant des mains de ceux qui, comme le PAI, défendent les intérêts des exploités./.

= = = = =
= = = = =

AMICALE DES TRAVAILLEURS MALIENS

UN EMBRIGADEMENT DE PLUS

Depuis quelques mois, le consul du Mali multiplie les réunions dans les foyers de travailleurs maliens en France. Finalement il a réussi à créer une organisation nommée Amicale des Travailleurs Maliens.

Avant d'arriver à ce but il a fallu qu' il fasse beaucoup de démagogie auprès des travailleurs en leur disant qu'il n'est pas comme l'ancien consul qui était à Paris avant lui. Lui, est là, dit-il, pour s'occuper des problèmes des travailleurs maliens. Au cours de ces tournées dans les foyers, et comme il n'arrive pas souvent de voir venir un consul au foyer, les travailleurs ont profité de l'occasion pour poser les questions suivantes : Pourquoi les familles restées au foyer touchent difficilement les prestations familiales ? Pourquoi les mandats envoyés aux familles n'arrivent pas normalement à destination ? Pourquoi certains travailleurs qui partent en vacances sont obligés de payer 2 fois des frais de douane dans le même pays, à Bamako d'abord, à Kayes ensuite ?

Face à toutes ces questions le consul s'est dérobé ; soit il n'a pas répondu, soit il a répondu, mais à côté de la question posée par les travailleurs. Dans l'ensemble, il faisait semblant de ne pas être au courant. Pourtant le gouvernement de Bamako est au courant de tous ces problèmes, mais il ferme les yeux. Si maintenant les galonnés de Bamako ont mandaté leur petit commis de Paris, à savoir le consul, pour faire des démarches dans les foyers, c'est surtout pour mettre sur pied cette organisation dite Amicale des Travailleurs Maliens dirigée par le consul et contrôlée par le Comité Militaire de Koulouba.

Mais les travailleurs qui sont dupés par ce monsieur, ne doivent pas oublier que malgré les déclarations trompeuses sur la démocratie, c'est par la terreur et la répression que les militaires gouvernent au Mali.

Car depuis que le Comité Militaire a renversé l'ancien dictateur Modibo Kéita, il a interdit toutes les organisations politiques et syndicales indépendantes, et il a créé des organisations fantoches qu'il dirige, comme l'Union des Femmes du Mali, présidée par madame Traoré (femme du président), l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, ainsi que L'Union de la Jeunesse Malienne. En France il a d'abord essayé de regrouper toutes les organisations maliennes : STMF (Solidarité) nationaliste d'opposition, ATMF (Association des Travailleurs Maliens en France) pro-Modibo, et le RTMF (Regroupement des Travailleurs Maliens en France) pro-Moussa Traoré.

Mais son projet avait échoué une première fois, et c'est par la suite que le consul a convoqué les délégués de 45 foyers de Paris et de la région parisienne au consulat du Mali. C'est après plusieurs réunions qu'il a réussi à convaincre certains délégués de foyer de la nécessité de créer l'Amicale des Travailleurs Maliens. Mais aucun travailleur ne doit se faire des illusions sur cette organisation. Son but est tout simplement de contrôler les travailleurs maliens en France et de les empêcher de s'organiser contre la politique criminelle du Comité Militaire de Moussa Traoré./.

SONACOTRA

*
*
*
*
*
*

LA LUTTE CONTINUE

Les résidents des foyers Sonacotra ont manifesté par milliers le 8 juillet dernier à Paris pour protester contre les récentes hausses des loyers et contre les menaces d'expulsion de plusieurs grévistes.

La direction de la Sonacotra continue de traduire en justice de nombreux autres grévistes. Mais les locataires ne se laissent pas faire. Le 5 juillet, plus de 1 000 résidents ont manifesté devant le tribunal de Sannois dans le Val d'Oise, contre le procès d'une quinzaine de leurs camarades. Le procès a été reporté au 27 septembre prochain. Mais la direction n'a pas renoncé à traîner les résidents devant le tribunal.

De son côté, Stoléru, secrétaire d'Etat à l'immigration vient d'envoyer une lettre démagogique aux locataires des foyers en grève, en disant qu'il est là pour les aider. En même temps c'est une intimidation contre ceux qui s'opposent aux conditions déplorables. La Sonacotra et Stoléru s'appêtent en réalité à frapper plus durement encore les travailleurs émigrés.

Seule la mobilisation de tous les résidents des foyers Sonacotra, soutenue par les travailleurs français et émigrés, pourra faire reculer la Sonacotra et le gouvernement.

*
*
*
*
*
*
*
*
*
*

LA SONACOTRA MENT

La Société Nationale de Construction de Logements pour Travailleurs (SONACOTRA) a inséré dans le "Monde" du 11 juillet, un article publicitaire mensonger sur les conditions de vie et de logement des résidents. Selon cet article dont le caractère paternaliste et raciste ne trompe pas, les travailleurs émigrés vivent bien en France dans ces foyers ; les locataires n'ont donc aucune raison de se plaindre, et surtout de faire la grève des loyers.

La Sonacotra prétend que les locataires sont logés dans le confort pour pas cher et avec toutes les libertés. La réalité est bien loin ; vivre dans une petite pièce de 7 m² et payer 260 F, ce n'est pas le paradis, comme la Sonacotra veut le faire croire. Contrairement aux déclarations mensongères de ces marchands de sommeil, les loyers Sonacotra sont des foyers prison, où les locataires n'ont même pas le droit de recevoir des visites, et où les gérants racistes se donnent même le droit de faire intrusion dans les chambres en pleine nuit pour vérification.

De plus, il n'y a aucune liberté de réunion dans ces foyers. La Sonacotra refuse de reconnaître le Comité de Coordination, représentatif des locataires et a créé des Comités bidons pour briser les mouvements de grève.

La même publicité de la Sonacotra affirme : "loger en foyer, c'est bénéficier de l'aide du Fond d'Action Sociale (FAS)". La Sonacotra affirme avoir reçu 120 millions de FF. Mais elle n'a pas utilisé cet argent pour améliorer les services. Cela est d'autant plus scandaleux que cet argent vient de la poche des travailleurs émigrés, car le FAS est financé à 80 % par les allocations familiales prélevées sur leurs salaires./.

CHINE-VIETNAM

conflit entre deux états nationalistes

Le différend entre la Chine et le Vietnam s'amplifie de semaine en semaine. La Chine vient d'annoncer qu'elle arrêtera totalement l'assistance technique qu'elle fournissait au Vietnam. Les deux Etats ont renforcé leurs dispositifs militaires dans la région frontalière.

Cette querelle entre ces deux Etats peut paraître abhorrante quand on considère que ces deux pays se disent socialistes, et qu'ils clamaient l'amitié entre les deux peuples comme quelque chose d'éternel.

Actuellement le Vietnam connaît une crise économique profonde. Il a du mal à reconstruire son économie après les dégâts, les destructions commises par l'armée américaine. C'est dans ce contexte que des grands commerçants chinois et hommes d'affaires qui détiennent pratiquement le monopole du commerce du riz et d'autres marchandises, créent d'énormes difficultés. Cette bourgeoisie crasseuse profite de la pénurie pour spéculer. Le gouvernement vietnamien victime de sa propre politique de réconciliation de classes, est pris à la gorge par ses bourgeois qui risquent d'affamer la population. Il les a alors expulsés.

La Chine a profité de cet incident contre ses ressortissants pour créer le conflit entre les deux Etats. En fait cela n'est qu'un prétexte pour la Chine. La toile de fond de ce conflit est que le Vietnam d'aujourd'hui est en train de créer des liens plus importants avec l'Union Soviétique. Et ce geste ne plaît pas du tout aux héritiers de Mao. Le gouvernement Chinois fait et défait ses alliances suivant ses intérêts. Il mène une politique de bloc sans tenir compte des intérêts des peuples exploités. Et ce n'est pas la première fois qu'une telle politique est menée par la Chine qui se dit socialiste.

Récemment elle a félicité Mobutu de la façon sanguinaire dont il a réprimé les rebelles du Shaba. Elle a fait la même chose au dictateur Videla d'Argentine, lorsque celui-ci a réussi à organiser la coupe du monde de foot-ball, sans compter ses liens avec d'autres régimes sanguinaires et d'autres dictateurs comme Pinochet.

Si aujourd'hui le Vietnam semble être victime de la politique agressive de la Chine, au fond, elle n'a pas une politique différente. Le Vietnam joue sur les deux tableaux -URSS, impérialisme américain- pour sortir de ses difficultés.

Alors, la Chine comme le Vietnam n'ont nullement l'ambition de s'attaquer à l'impérialisme, qui est la cause de tous les conflits que connaissent les nations opprimées. L'un comme l'autre ne font nullement appel au combat des opprimés contre le capital.

En fait, ce sont deux Etats nationalistes qui s'affrontent, leur référence au socialisme n'étant qu'une façade./.

ENCORE UN CRIME RACISTE

Un ressortissant algérien, chauffeur de taxi a été assassiné dans son véhicule, par balles, le 3 juillet dernier à Paris. Cet assassinat ne peut-être qu'un crime raciste car les criminels n'ont pas touché à l'argent se trouvant dans le portefeuille de la victime.

Dans ce cas, comme dans bien d'autres crimes commis par les racistes à l'encontre des travailleurs émigrés, les criminels courent toujours, avec la complicité de la police de Giscard. Cette police elle-même est gangrenée du plus petit agent aux commissaires eux-mêmes. Comment peut-elle lutter contre d'autres racistes ?

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.